



FCTC

CONVENTION-CADRE DE L'OMS
POUR LA LUTTE ANTITABAC

**Conférence des Parties à la
Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac
Onzième session**

Genève (Suisse), 17-22 novembre 2025

11 juillet 2025

FCTC/COP/11/DIV/3

Conduite des travaux et questions de procédure

**Onzième session de la Conférence des Parties
à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac**

Table des matières

Documents utiles.....	3
Article 5.3 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac	3
Déroulement de la session	4
Réunions régionales informelles	4
Dispositions concernant la conduite des discussions en séance plénière et pendant les séances des Commissions A et B.....	5
Déclarations au titre du point 3 de l'ordre du jour (Progrès mondiaux dans la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS, suivi d'un débat général)	6
Interprétation et déclarations.....	6
Soumission de propositions par les délégations	6
Contact des secrétariats de la plénière, de la Commission A et de la Commission B.....	7
Documents	7

Documents utiles

[Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac](#)

[Règlement intérieur de la Conférence des Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac](#)

[Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac](#)

[Directives pour la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS et dispositions et recommandations adoptées par la Conférence des Parties](#)

[Comprendre la Conférence des Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac : guide à l'intention des délégations](#)

Article 5.3 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac

Il y a une contradiction fondamentale et irrémédiable entre les intérêts de l'industrie du tabac et ceux des politiques de santé publique.

Dans le préambule de la Convention-cadre de l'OMS, il est reconnu « la nécessité d'être vigilant face aux efforts éventuels de l'industrie du tabac visant à saper ou dénaturer les efforts de lutte antitabac et la nécessité d'être informé des activités de l'industrie du tabac qui ont des répercussions négatives sur les efforts de lutte antitabac ».

À l'article 5.3 de la Convention-cadre de l'OMS, il est stipulé qu'« en définissant et en appliquant leurs politiques de santé publique en matière de lutte antitabac, les Parties veillent à ce que ces politiques ne soient pas influencées par les intérêts commerciaux et autres de l'industrie du tabac, conformément à la législation nationale ».

Afin de protéger les travaux de la Conférence des Parties à la Convention-cadre de l'OMS, il est recommandé ce qui suit dans les directives pour l'application de l'article 5.3 de la Convention-cadre de l'OMS.

- Les Parties ne devraient pas inclure de personne employée par l'industrie du tabac ou d'entité qui s'attache à promouvoir ses intérêts dans les délégations à des réunions de la Conférence des Parties (Recommandation 4.9).
- Les Parties devraient veiller à ce que des représentants de l'industrie publique du tabac ne fassent pas partie des délégations à des réunions de la Conférence des Parties (Recommandation 8.3).

De plus, dans la décision FCTC/COP8(12), la Conférence des Parties a décidé d'appeler les Parties, lors de la désignation des membres des délégations à des réunions de la Conférence des Parties, à indiquer en utilisant le moyen ou le format de leur choix, qu'elles ont respecté l'article 5.3 de la Convention-cadre de l'OMS et gardé à l'esprit les recommandations 4.9 et 8.3 des directives. La Conférence des Parties a également adopté une procédure pour la sélection et l'accréditation des représentants et représentantes des organisations

intergouvernementales (OIG) et des organisations non gouvernementales (ONG) ayant le statut d'observateur, ainsi que pour la sélection et l'accréditation des membres des médias et du public, afin d'éviter tout conflit d'intérêts effectif, potentiel ou apparent lors des sessions de la Conférence des Parties.

De plus amples informations sur les directives pour l'application de l'article 5.3 de la Convention-cadre de l'OMS sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://fctc.who.int/fr/resources/publications/m/item/guidelines-for-implementation-of-article-5.3>.

La décision FCTC/COP8(12), intitulée « Assurer une transparence maximale des délégations des Parties et des observateurs à la Conférence des Parties, dans ses organes subsidiaires et aux autres réunions de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac » est disponible à l'adresse suivante :

<https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/370368/fctc-cop-8-12-fr.pdf?sequence=1>.

Déroulement de la session

La conduite des travaux lors des sessions de la Conférence des Parties est régie par les articles 32 à 48 du Règlement intérieur de la Conférence des Parties.

Les horaires de la session sont indiqués dans le tableau suivant.

Lundi 17 novembre 2025	
10 h 00-13 h 00	Ouverture de la session et première séance plénière
15 h 00-18 h 00	Séance plénière
Du mardi 18 novembre au vendredi 21 novembre 2025	
10 h 00-13 h 00	Séance plénière ou commission A/B
15 h 00-18 h 00	Séance plénière ou commission A/B
Samedi 22 novembre 2025	
10 h 00-13 h 00	Séance plénière et clôture de la session

Un maximum de trois séances en soirée seront convoquées, selon que de besoin, de 19 h 00 à 22 h 00.

Réunions régionales informelles

Le Secrétariat de la Convention prendra des dispositions pour permettre aux groupes régionaux des six Régions de l'OMS de tenir des réunions régionales informelles comme suit :

- le lundi 17 novembre de 8 h 00 à 9 h 30
- du mardi 18 novembre au samedi 22 novembre de 8 h 45 à 9 h 45.

Des informations sur les salles allouées à chaque groupe régional pour ces réunions seront répertoriées dans le journal quotidien disponible sur le site Web de la Convention-cadre de l'OMS.¹

Dispositions concernant la conduite des discussions en séance plénière et pendant les séances des Commissions A et B

L'article 32 du Règlement intérieur de la Conférence des Parties stipule que les séances plénières de la Conférence des Parties seront publiques, à moins que la Conférence des Parties ne décide qu'elles seront ouvertes ou restreintes.

Déclarations régionales

Les délégations sont encouragées à intervenir de préférence au nom d'un groupe ou d'une Région et non à titre individuel, et à informer les Secrétaires de la plénière et/ou de la Commission A et/ou B de la Partie qui prononcera la déclaration au nom du groupe ou de la Région en question (les coordonnées des différents secrétariats figurent ci-après).

Gestion du temps

Pour la conduite des séances plénières, un système inspiré des feux de circulation permettra de contrôler les temps de parole des délégués et des déléguées. Les déclarations individuelles sont limitées à trois minutes (330 mots) et les déclarations au nom d'une Région de l'OMS à quatre minutes (440 mots). Conformément au Règlement intérieur de la Conférence des Parties, aucun représentant ni aucune représentante ne peut prendre la parole avant d'avoir été autorisé à le faire par la présidence en séance plénière ou lors des réunions des commissions. Les interventions seront faites selon une liste d'orateurs et oratrices tenue par le Secrétariat de la Convention, et ceux-ci pourront être rappelés à l'ordre si leurs remarques n'ont pas trait au sujet en discussion. L'article 35 du Règlement intérieur fournit des précisions supplémentaires, y compris en ce qui concerne le temps de parole, qui peut être limité en séance.

Groupes de rédaction

Les Commissions A et B peuvent constituer des groupes de rédaction si nécessaire, conformément à l'article 24 du Règlement intérieur de la Conférence des Parties. En général, les groupes de rédaction sont convoqués pour permettre aux Parties de parvenir à un consensus sur un projet de décision spécifique s'il n'a pas été possible de le faire lors des réunions des commissions. Chaque groupe de rédaction est présidé par un représentant ou une représentante des Parties. Le cas échéant, le Secrétariat de la Convention fournit un appui à ces groupes de rédaction.

¹ [Journaux.](#)

Déclarations au titre du point 3 de l'ordre du jour (Progrès mondiaux dans la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS, suivi d'un débat général)

Les délégations souhaitant prendre la parole lors du débat général sont invitées à en informer le Secrétariat de la Convention dès que possible par courriel à l'adresse : fctcgovernance@who.int, en indiquant comme objet « Demande de déclaration au débat général ». Les délégations sont encouragées à intervenir par Région ou par groupe plutôt qu'individuellement. <mailto:fctcgovernance@who.int>

Les délégués et déléguées sont invités à axer leurs déclarations sur le thème du débat général : « Une planète saine, un avenir sain : ensemble pour des générations sans tabac ».

Interprétation et déclarations

L'interprétation est assurée dans les six langues officielles des Nations Unies (l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe). Les délégués et les déléguées sont priés d'envoyer le texte de leur déclaration à l'adresse interpret@who.int au moins **30 minutes à l'avance**. Cela ne les empêche pas de s'écarter du texte qu'ils auront fourni au moment de leur intervention, mais facilite la clarté et la fiabilité de l'interprétation dans les langues officielles. <mailto:interpret@who.int>

Lors de l'envoi d'une déclaration par courriel, l'objet du message et le titre de la déclaration jointe doivent indiquer le nom du pays ou du groupe, la séance (par exemple « plénière », « Commission A » ou « Commission B ») et le point de l'ordre du jour auquel se rapporte l'intervention.

Les délégués et les déléguées sont priés de respecter un débit de parole normal. Un débit de parole rapide risque de nuire à la clarté et à l'exactitude de l'interprétation. Les déclarations fournies à l'avance sont traitées de manière confidentielle.

Soumission de propositions par les délégations

Les délégations qui souhaiteraient présenter des projets de décisions à la plénière ou à l'une de ses commissions sont invitées à les faire parvenir par courriel au Secrétariat de la Convention (fctcgovernance@who.int) dans l'une des langues officielles, 15 jours au moins avant l'ouverture des sessions. Il convient en outre d'indiquer dans le courriel le point de l'ordre du jour au titre duquel le projet de décision est présenté, l'objet du courriel étant, par exemple : Partie x/Commission x/Point de l'ordre du jour x. Le Secrétariat de la Convention placera ensuite les projets de décision sur le portail de documentation en ligne sécurisé en accès restreint. <mailto:fctcgovernance@who.int>

L'article 33 du Règlement intérieur de la Conférence des Parties stipule que les propositions et amendements ne sont pas examinés s'ils ont été soumis, dans toutes les langues officielles, moins de trois jours avant la séance, à moins que la Conférence des Parties n'en décide autrement.

Contact des secrétariats de la plénière, de la Commission A et de la Commission B

Plénière : fctcgovernance@who.int

Commission A : fctcComA@who.int

Commission B : fctcComB@who.int

Documents

Tous les documents relatifs à la session sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://fctc.who.int/fr/convention/conference-of-the-parties/sessions/eleventh-session-of-the-conference-of-the-parties>

Un portail de documentation en ligne sécurisé et restreint permet aux délégués et déléguées d'accéder à la documentation des sessions à l'aide d'un mot de passe communiqué par le Secrétariat de la Convention.

Ordre du jour provisoire

Le Secrétariat de la Convention, en consultation avec le Bureau, établit l'ordre du jour provisoire de chaque session de la Conférence des Parties, et coordonne l'établissement des documents correspondants. L'ordre du jour de la Conférence des Parties est régi par les articles 6 à 13 du Règlement intérieur de la Conférence des Parties.

Rapport de la Conférence des Parties

Conformément aux articles 60 et 62 du Règlement intérieur de la Conférence des Parties, une fois celle-ci terminée, il est communiqué aux Parties un rapport complet présentant un compte rendu provisoire de tous les débats de la Conférence. Les Parties ont un délai de 15 jours après la date de réception du rapport pour informer le Secrétariat de la Convention de toute correction qu'elles désirent y voir apporter. Le rapport est ensuite finalisé par le Secrétariat de la Convention et publié sur le site Web de la Convention-cadre de l'OMS dans les six langues officielles.

Comptes rendus des séances plénières

Conformément aux articles 60 et 64 du Règlement intérieur de la Conférence des Parties et à la décision FCTC/COP10(24), les comptes rendus des séances plénières sous forme de fichier audio sont mis en ligne quelques mois après la clôture de la Conférence des Parties.
